



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1297>

Les difficultés du travail social à l'école

- Société -



Date de mise en ligne : samedi 21 janvier 2012

L'École Émancipée

L'aggravation de la situation économique des familles, les restrictions de moyens et l'idéologie de la chasse aux pauvres mettent en péril, malgré la résistance des agents, les missions des services sociaux de l'Education nationale qui se sont démultipliées.

La pauvreté concerne deux millions d'enfants en France. Ceux-ci vivent avec des parents pauvres : 8 millions de personnes disposent de moins de 3 euros par jour !

Le mal-logement, évidemment central pour la scolarité, concerne 600 000 enfants. Le nombre des expulsions croît et le concept « d'errance » concerne maintenant les enfants « sans toit » et souvent sans établissement scolaire. L'accès aux soins se dégrade. La CMU a révélé les besoins et les blocages. Logement, santé mais aussi accès à la culture, à une alimentation décente, tout cela relève du « parcours du combattant » pour les millions de pauvres et leur enfants.

Le travail social fait face à des « injonctions multiples » : mise en place du RMI, problème de logement, surendettement, accès aux soins, droit au séjour... traités séparément ! Or, répondre à un problème scolaire, c'est répondre à la situation sociale globale de la famille.

A l'opposé du contrôle social demandé, les travailleurs sociaux dénoncent les manques : justice des mineurs, services de pédo-psychiatrie, intégration des élèves handicapés, protection de l'enfance, protection maternelle et infantile... Tous ces services sont étranglés, révélant une volonté délibérée de ne concéder que de pauvres droits aux plus démunis en les reléguant et en les fichant au passage, faisant du travail social le « bras gauche » du gouvernement....

Le quotidien des assistants sociaux

En région parisienne, nos collègues dénoncent l'absence de protection des jeunes majeurs étrangers, pourtant inscrite dans des textes qui ne sont invoqués que pour nous obliger à signaler les familles « défaillantes ». L'avantage de la proximité des services ne compense pas leur saturation ! En province, les restructurations des services sont dramatiques. Nos collègues utilisent souvent leur véhicule (sans remboursement) pour conduire les jeunes aux consultations, les familles ne pouvant assumer ces frais. Dans le supérieur, qu'ils soient boursiers ou non, les étudiants subissent également le contre-coup des conditions de vie dégradées de leur famille. L'autonomie, l'installation, la possibilité de faire des études deviennent problématiques.

Le gouvernement ne propose aucune politique sociale réelle. Il se désengage auprès des collectivités territoriales et transfère au privé une partie de ses missions. Alors que la scolarité des élèves est la priorité du travail social, les assistantes sociales se battent en permanence contre des injonctions souvent « budgétaires » et contradictoires à leurs missions afin que les jeunes réussissent leur insertion scolaire et ou sociale. Toujours décrié par les politiques, le travail social doit résister et redéfinir ses priorités pour accompagner les usagers en préservant ses valeurs éthiques et démocratiques. Ĩ

Danièle Atlan